



Action Sociale - Budget :

L'UNSa Justice VIGILANTE sur la consommation 2025 et la perspective budgétaire à venir !

Les points budgétaires réguliers présentés par le Secrétariat général permettent d'avoir de manière périodique, une vision sur l'impact des politiques sociales déployées au bénéfice des agents, particulièrement dans un quotidien où le pouvoir d'achat est en vive tension.

La dynamique du budget d'action sociale 2025 est positive avec un financement de l'ensemble des actions. Il est nécessaire de se rappeler que le budget ministériel a progressé cette année, alors même que celui « socle » du ministère de la fonction publique a été amputé de 20 millions d'euros.

Concernant le segment de la garde d'enfants des personnels, véritable fondation de la politique d'égalité professionnelle entre les Femmes et les Hommes, la croissance est notable particulièrement sur les aides financières CESU (atypiques et périscolaires), mais aussi sur les réservations de places en crèche.

Grace à la synergie menée entre le secrétariat général et la Caisse Nationale d'Allocation Familiale (CNAF), des financements complémentaires permettent de répondre en 2025, à l'ensemble des demandes des personnels et financer l'intégralité des prestations.

Sur le volet de l'Orphelinat mutualiste (Orphéopolis), ce sont désormais plus de 700 enfants qui sont pris en charge dans leur quotidien par ce partenaire institutionnel. La convention arrivant à échéance en cette fin d'année, plusieurs prestations seront augmentées pour accroître les soutiens déjà apportés dans le cadre de son renouvellement.

Concernant le logement des agents, là aussi les actions sont notables, avec un développement accru de réservations de logements sociaux, particulièrement au niveau des bassins d'emplois où le foncier est très tendu intégrant l'ensemble des typologies, tant pour l'accueil des collègues lors de la primo affectation ou des maisons pour favoriser la fidélisation géographique.

Seul point noir au tableau, le Prêt Bonifié Immobilier (PBIMJ) qui ne remplit plus sa fonction (10 % des besoins) avec la progression des taux d'intérêts.

Pour **l'UNSa Justice**, une révision de la structuration de cette prestation doit être effectuée rapidement pour être intégré dans le Budget 2026, afin que les personnels puissent plus facilement accéder à la propriété immobilière.

Les travaux sur la restauration administrative se poursuivent... Il est nécessaire de rappeler le dérapage totalement incontrôlé du pilotage de la restauration administrative par les DRHAS en 2024, ce qui a conduit à des arrêts brutaux de conventions particulièrement sur le portage de repas dans Hauts de France notamment.

L'UNSa Justice a été et restera très attentive à la pérennité du développement de la restauration de qualité à l'ensemble des agents du ministère de la Justice, tout en rappelant l'exigence de professionnalisme des DRHAS en la matière.

Enfin, l'**UNSa Justice** s'est positionnée favorablement au déploiement de budgets complémentaires au bénéfice des Conseils Régionaux d'Action Sociale pour le financement des aides financières d'urgence, particulièrement pour les régions de primo affectation (Paris, PACA Corse, Lyon, Dijon / ENG, ...)

En conclusion, si l'UNSa Justice s'est félicitée d'une dynamique très positive dans les politiques sociales déployées par le ministère de la Justice, mais réitère sa vigilance et sa forte inquiétude sur les premières orientations du budget Interministériel 2026 dont les premières tendances laisseraient apparaître une baisse budgétaire significative avec des conséquences sur certaines prestations comme l'AIP (Aide pour l'Installation des Personnels) et la fin des Chèques Vacances.

Paris, le 17 septembre 2025

Le Secrétaire général
Jean-François FORGET

L'UNSa Justice
l'action utile !